



## Déclaration Liminaire CGT Finances 29 lors du CTL du 07 septembre 2017

Madame La Présidente,

Réunis ce 07 septembre 2017 pour le CTL, force est de déplorer encore et toujours les choix économiques et sociaux d'un nouveau président élu sur l'idée fautive et puérile du « jeunisme » et d'un exécutif relayé par une nouvelle assemblée prétendument à l'écoute de la société civile. Pourtant une foule d'économistes sérieux et surtout intellectuellement honnêtes ne cessent de dénoncer les méfaits, depuis les années 1920, des politiques ultra-libérales qui, après avoir provoqué en toute impunité la dépression des années 1929 et la seconde guerre mondiale, renouent depuis plus de 40 ans de dérégulation financière avec les méfaits des crises financières, écologiques et sociales.

Une politique keynésienne scrupuleusement vouée aux Gémonies par la majorité des médias gardiens du temple serait non seulement possible mais urgente. Au lieu de quoi, en imposant l'idée fautive qu'il n'y a aucune alternative possible, c'est la politique d'austérité toujours renforcée. Les baisses de dotations aux collectivités territoriales anémient l'investissement public pourtant générateur d'activités, de relance et de croissance pour les entreprises privées locales tandis que la seule politique de l'offre prétend relancer l'activité par une Loi Travail de taille « XXL », véritable cadeau au MEDEF.

La transformation de l'ISF, qui ne taxera plus les titres de sociétés non professionnels, est censée relancer l'investissement en France dans l'activité. Cette mesure permettra surtout d'enrichir les portefeuilles de sociétés civiles au Luxembourg ou ailleurs, sous des cieux plus exotiques. Le CICE qui prive l'État de 20 milliards par an est maintenu sans aucune contre-partie exigée et, comme cela se constate déjà, sans aucun effet sur l'emploi. Ces 20 milliards représentent l'équivalent de 16 667 emplois rémunérés 30 000 euros par an pendant 40 ans qui seraient bien utiles pour relancer la consommation et les recettes fiscales. Dans le même temps les gens les plus modestes et les « laborieux » du pays doivent accepter des efforts pour économiser 9 milliards.

Dans la fonction publique, cette politique de récession se traduit par le gel démagogique de la rémunération des fonctionnaires et la suppression de 120 000 fonctionnaires, 70 000 dans la fonction publique territoriale et 50 000 dans la fonction publique d'État.

Dans notre administration exemplaire en matière de suppression de postes, à quel niveau va se situer ce nouvel effort au détriment des citoyens de plus en plus éloignés de contacts humains auxquels ils sont particulièrement attachés ? 20 000 ? 30 000 ? 40 000 ? Le seul site « impot.gouv », pour utile qu'il soit, devient anxiogène pour nombre de personnes s'il se substitue au contact direct avec des agents en postes à proximité de leurs domiciles. Ces mêmes suppressions de postes vont détériorer les conditions de travail des fonctionnaires.

L'Adaptation des Structures du Réseau – A.S.R. laisse envisager une restructuration drastique du réseau. Les restructurations proposées au vote lors du présent CTL traduisent cette dynamique que nous condamnons.

Madame La Présidente, pour l'ensemble de ces raisons, tant nationales (condamnation de la politique d'austérité contre productive) que locales (restructurations), la CGT Finances du Finistère votera contre l'ensemble des restructurations envisagées.